



## *Déclaration du PDG du RDÉE Canada*

### **Réaction du RDÉE Canada à l'énoncé économique déposé hier par la vice-première ministre et ministre des Finances, l'honorable Chrystia Freeland**

**Ottawa, le 22 novembre 2023** - Il est malheureusement inquiétant de constater que l'économie canadienne aura une croissance de seulement 0.4% en 2024 par rapport à la prévision initiale -déjà faible- de 1.5%, émanant des autorités publiques. Après la crise sanitaire, la crise économique semble vouloir se poursuivre encore. Souhaitons que l'impact sur l'état des finances publiques soit limité au maximum.

Au cours des dernières années, le gouvernement fédéral avait déjà augmenté ses investissements pour la construction et l'accès au logement. Il a confirmé hier cette tendance à la hausse, signe qu'il entend le cri du cœur des Canadiens et des organismes à travers le pays quant au besoin urgent d'avoir un meilleur accès au logement. Alors que nous faisons notamment des efforts considérables en recrutement de talents à l'international pour aider le Canada à lutter contre la pénurie de main-d'œuvre, y compris dans les communautés francophones et acadienne en situation minoritaire, les défis limitant l'accès au logement abordable représentent un obstacle important à l'immigration économique.

Nous saluons également le fait que le gouvernement fédéral mentionne vouloir faire preuve de leadership auprès des provinces en ce qui concerne la reconnaissance des titres de compétences étrangers. Depuis mon arrivée au RDÉE Canada, j'entends chaque semaine des histoires de personnes immigrantes qui, malgré de solides compétences, frappent le mur de la reconnaissance de leurs acquis dans la province où elles souhaitent immigrer. Dans certaines situations, on leur refuserait même de faire un examen pour évaluer leurs compétences selon les standards locaux, incluant les travailleurs étrangers du domaine de la construction, malgré le consensus des gouvernements sur le besoin en nouveaux logements.

Ceci n'est qu'un exemple des contradictions auxquelles notre société est confrontée, entre les besoins qui font consensus d'un côté, et les verrous accumulés depuis des décennies de l'autre. Verrous que nous devrions et pourrions faire sauter si tous les paliers de gouvernements et les organisations réglementaires s'y mettaient ensemble.

Dans la même veine, nous sommes heureux de constater que le gouvernement fédéral affirme sa volonté de prendre également l'engagement de travailler avec les provinces et les municipalités afin de diminuer les obstacles administratifs à la construction de logements et à favoriser également une plus grande mobilité de la main-d'œuvre à l'intérieur du Canada.

– 30 –

---

Le RDÉE Canada est un réseau national de développement économique et d'employabilité dédié aux communautés francophones et acadienne en situation minoritaire. Nos membres situés dans les 12 provinces et territoires à l'exception du Québec comptent plus de 250 experts sur le terrain qui accompagnent des milliers d'entreprises et de chercheurs d'emplois chaque année.